

Comment la Crise Ukrainienne se Termine

Par Henry Kissinger

The Washington Post

LE DÉBAT PUBLIC sur l'Ukraine tourne autour de la confrontation. Mais savons-nous où nous allons ? Dans ma vie, j'ai vu quatre guerres commencées avec beaucoup d'enthousiasme et le soutien de l'opinion publique, que nous n'avons pas su terminer et dont nous nous sommes retirés unilatéralement dans trois cas. Le test d'une politique, c'est comment elle se termine, pas comment elle commence.

Bien trop souvent, la question ukrainienne est présentée comme une épreuve de force : l'Ukraine doit-elle rejoindre l'Est ou l'Ouest ? Mais si l'Ukraine doit survivre et prospérer, elle ne doit pas être l'avant-poste d'une des parties contre l'autre - elle doit fonctionner comme un pont entre elles.

La Russie doit accepter que tenter de contraindre l'Ukraine à un statut de satellite, et ainsi déplacer à nouveau les frontières de la Russie, condamnerait Moscou à répéter son histoire de cycles auto-réalisateurs de pressions réciproques avec l'Europe et les États-Unis.

L'Occident doit comprendre que, pour la Russie, l'Ukraine ne pourra jamais être un simple pays étranger. L'histoire de la Russie a commencé dans ce qu'on appelait la Kievan-Rus. La religion russe s'est répandue à partir de là. L'Ukraine fait partie de la Russie depuis des siècles, et leurs histoires étaient déjà entremêlées avant cela. Certaines des plus importantes batailles pour la liberté de la Russie, à commencer par la bataille de Poltava en 1709, ont été menées sur le sol ukrainien. La flotte de la mer Noire - le moyen pour la Russie de projeter sa puissance en Méditerranée - est basée, en vertu d'un bail à long terme, à Sébastopol, en Crimée. Même des dissidents aussi célèbres qu'Alexandre Soljenitsyne et Joseph Brodsky ont insisté sur le fait que l'Ukraine faisait partie intégrante de l'histoire russe et, en fait, de la Russie.

L'Union européenne doit reconnaître que sa lenteur bureaucratique et sa subordination de l'élément stratégique à la politique intérieure dans la négociation de la relation de l'Ukraine à l'Europe ont contribué à transformer une négociation en crise. La politique étrangère est l'art d'établir des priorités.

Les Ukrainiens sont l'élément décisif. Ils vivent dans un pays à l'histoire complexe et à la composition polyglotte. La partie occidentale a été incorporée à l'Union soviétique en 1939, lorsque Staline et Hitler se sont partagé le butin. La Crimée, dont 60 % de la population est russe, n'a fait partie de l'Ukraine qu'en 1954, lorsque Nikita Khrouchtchev, Ukrainien de naissance, l'a attribuée dans le cadre de la célébration du tricentenaire d'un accord entre la Russie et les Cosaques. L'Ouest est en grande partie catholique, l'Est en grande partie orthodoxe russe. L'Ouest parle ukrainien ; l'Est parle surtout russe. Toute tentative d'une aile de l'Ukraine de dominer l'autre - comme cela a été le cas jusqu'à présent - conduirait à terme à une guerre civile ou à un éclatement. Traiter l'Ukraine comme un élément d'une confrontation Est-Ouest ferait échouer pour des décennies toute perspective d'intégrer la Russie et l'Occident - et surtout la Russie et l'Europe - dans un système international coopératif.

L'Ukraine n'est indépendante que depuis 23 ans ; elle était auparavant sous une sorte de domination étrangère depuis le 14e siècle. Il n'est pas surprenant que ses dirigeants n'aient pas appris l'art du compromis, et encore moins celui de la perspective historique. La politique de l'Ukraine post-indépendance démontre clairement que l'origine du problème réside dans les efforts déployés par les politiciens ukrainiens pour imposer leur volonté aux parties récalcitrantes du pays, d'abord par une faction, puis par l'autre. C'est l'essence même du conflit entre Viktor Ianoukovitch et sa principale rivale politique, Ioulia Timochenko. Ils représentent les deux ailes de l'Ukraine et n'ont pas voulu partager le pouvoir. Une politique américaine judicieuse à l'égard de l'Ukraine chercherait un moyen pour les deux parties du pays de coopérer l'une avec l'autre. Nous devrions rechercher la réconciliation, et non la domination d'une faction.

La Russie et l'Occident, et surtout les différentes factions en Ukraine, n'ont pas agi selon ce principe. Chacun a aggravé la situation. La Russie ne serait pas en mesure d'imposer une solution militaire sans s'isoler, à un moment où nombre de ses frontières sont déjà précaires. Pour l'Occident, la diabolisation de Vladimir Poutine n'est pas une politique ; c'est un alibi pour l'absence de politique.

Poutine devrait se rendre compte que, quels que soient ses griefs, une politique d'imposition militaire entraînerait une nouvelle guerre froide. Pour leur part, les États-Unis doivent éviter de traiter la Russie comme un aberrant auquel il faut apprendre patiemment les règles de conduite établies par Washington. Poutine est un stratège sérieux - sur les prémisses de l'histoire russe. La compréhension des valeurs et de la psychologie américaines n'est pas son point fort. La compréhension de l'histoire et de la psychologie russes n'a pas non plus été le point fort des décideurs américains.

Les dirigeants de toutes les parties devraient revenir à l'examen des résultats, et non rivaliser dans les postures. Voici ma conception d'un résultat compatible avec les valeurs et les intérêts de sécurité de toutes les parties :

- L'Ukraine devrait avoir le droit de choisir librement ses associations économiques et politiques, y compris avec l'Europe.
- L'Ukraine ne devrait pas adhérer à l'OTAN, une position que j'ai adoptée il y a sept ans, lorsque la question a été soulevée pour la dernière fois.
- L'Ukraine devrait être libre de créer tout gouvernement compatible avec la volonté exprimée de son peuple. Les sages dirigeants ukrainiens opteraient alors pour une politique de réconciliation entre les différentes parties de leur pays. Sur le plan international, ils devraient poursuivre une posture comparable à celle de la Finlande. Cette nation ne laisse aucun doute sur sa farouche indépendance et coopère avec l'Occident dans la plupart des domaines mais évite soigneusement l'hostilité institutionnelle envers la Russie.
- Il est incompatible avec les règles de l'ordre mondial existant que la Russie annexe la Crimée. Mais il devrait être possible de mettre les relations de la Crimée avec l'Ukraine sur une base moins tendue. À cette fin, la Russie reconnaîtrait la souveraineté de l'Ukraine sur la Crimée. L'Ukraine devrait renforcer l'autonomie de la Crimée lors d'élections tenues en présence d'observateurs internationaux. Le processus comprendrait la suppression de toute ambiguïté sur le statut de la flotte de la mer Noire à Sébastopol.

Ce sont des principes, pas des prescriptions. Les personnes familières avec la région sauront que toutes ne seront pas acceptables pour toutes les parties. Le critère n'est pas la satisfaction absolue mais l'insatisfaction pondérée. Si une solution basée sur ces éléments ou des éléments comparables n'est pas atteinte, la dérive vers la confrontation s'accélérera. Le moment pour cela viendra bien assez tôt.

Henry Kissinger a été secrétaire d'État de 1973 à 1977. L'article a d'abord été publié dans le Washington Post.